



# ÉGALITÉ DES DROITS

# pour toutes et tous !

À quelques jours du vote de la loi, le dimanche 27 janvier, un large cadre unitaire organise une manifestation nationale pour exiger l'égalité et refuser de laisser la rue à la droite et à l'extrême droite, aux réactionnaires et aux homophobes.

Il faut être nombreux et nombreuses d'abord pour arracher l'égalité pleine et entière des droits entre homos et hétéros. Le projet du gouvernement envisage un droit au rabais avec le mariage pour (presque) touTEs, qui restera interdit aux étrangerEs dont le pays d'origine ne reconnaît pas le mariage pour les couples homosexuels, et une injustice maintenue avec la procréation médicalement assistée (PMA) toujours

refusée aux lesbiennes. Sur cette question aussi, nous n'obtiendrons du gouvernement que ce que la mobilisation lui imposera, d'autant que chaque recul du gouvernement ne fait qu'encourager et renforcer le camp réactionnaire.

**Pour la justice sociale**

L'accès au mariage, à l'adoption et à la filiation est une mesure de justice autant que d'urgence,

SUITE PAGE 2



**REGARD**

**Tunisie : « climat d'insécurité pour les citoyens »**

Page 2

**PREMIER PLAN**

**Mali : odeur de poudre et de néocolonialisme**

Page 3

**INTERNATIONAL**



**Egypte : la révolution à un tournant**

Page 5

**ACTU**



**Sanofi : le combat continue**

Page 8



**DIMANCHE  
27 JANVIER**

**Manifestation  
pour l'égalité  
des droits**

14h Denfert-Rochereau  
À PARIS

## Agenda

### 24 janvier, meeting contre les licenciements et pour la convergence des luttes, Paris.

RV à 19 heures, amphi Caquot de Science Po, 28 rue des Saints-Pairs, M° Rue du Bac ou Saint-Germain-des-Prés. Avec des travailleurEs de Sanofi, Virgin, PSA, Air France, Presstalis...

### 24 janvier, soirée « L'accès aux soins et la santé pour touTEs ».

À l'initiative du Collectif santé Saint-Denis : projection du film *la Relève* de Juliette Warlop suivie d'un débat. Au cinéma l'Écran, 14 passage de l'Aqueduc à Saint-Denis.

### 27 janvier, manifestation pour l'égalité des droits.

14 heures Denfert-Rochereau, en direction de Bastille.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

pour mettre fin à des situations parfois dramatiques. Ce sont aujourd'hui 100 000 à 300 000 enfants qui vivent dans des foyers homoparentaux. Des enfants qui ne sont pas moins « équilibrés » et épanouis que les autres, mais dont les familles n'ont pas d'existence légale. L'un de leurs parents n'a aucune responsabilité, aucun droit, notamment de garde en cas de décès du parent « légal ».

Avec son projet de loi, le gouvernement se contente d'une mesure à minima, qui lui permet de se redonner un vernis de gauche. Il espère nous faire oublier à peu de frais qu'il comprime les budgets des services publics, supprime des dizaines de milliers d'emplois, laisse faire les licenciements et casse le droit du travail, qu'il poursuit la politique d'expulsions de Sarkozy et oublie une autre promesse du PS, le droit de vote pour les étrangers et les étrangères.

### La réaction en manifestation

Il n'était pas facile pour la droite de trouver un terrain sur lequel se différencier de la politique menée et mobiliser contre le gouvernement. Elle ne pouvait en trouver l'occasion ni sur l'interdiction des licenciements ni sur la réduction du temps de travail ni sur l'augmentation des salaires ni sur la régularisation des sans-papiers ni sur l'intervention militaire au Mali... tant la politique du PS se distingue peu de la sienne. Il n'y a guère que l'ouverture du mariage aux couples homosexuels dont elle pouvait s'emparer pour descendre dans la rue. Elle l'a fait.

Si la manifestation du 13 janvier n'a pas été la déferlante prédisée par les organisateurs, elle a quand même été un succès. L'Église catholique, flanquée pour l'occasion d'un militaire en retraite, en a été la principale force organisatrice, mettant toute sa

logistique et ses énormes moyens au service du rassemblement de la réaction et de l'ordre moral. Elle a ouvert ses bras, ou les rangs du cortège, à la droite, laissant Copé s'afficher en tête de cortège. Elle a aussi laissé une place au FN – sans Marine Le Pen partie en croisade contre « les partis de la mondialisation », UMP et PS mis dans le même sac, dénonçant la manifestation comme une manœuvre de diversion – ou aux intégristes de Civitas... Avec cette « manif contre tous », contre l'égalité et la justice, les réacs cherchent à faire pression sur la société au nom de la famille et d'un prétendu « ordre naturel ». L'UMP va prendre le relais sur le terrain parlementaire en espérant être la principale bénéficiaire de la suite de l'affrontement avec le gouvernement.

### La gauche de rue doit riposter

L'opposition de droite choisit le terrain de l'ordre moral, rien de plus normal. Le gouvernement tergiverse. Il y a besoin d'une opposition de gauche qui ne cède rien sur l'égalité totale des droits. L'homophobie, le racisme et le sexisme sont autant de poisons pour diviser celles et ceux qui subissent la crise, l'austérité, les attaques patronales. L'égalité des droits est une question de justice sociale, autant que de lutte pour l'unité de celles et ceux qui subissent l'exploitation, l'oppression, les discriminations.

Samedi 19 janvier, des milliers de manifestantEs pour l'égalité sont descendus dans la rue à Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, Nice, Rennes, Strasbourg, Rouen et une quinzaine d'autres villes, et ce n'est qu'un début !

Sans hésiter, pour exiger l'égalité des droits concernant non seulement le mariage mais l'adoption, la filiation, la PMA pour les homosexuelLEs, le droit de vote pour les résidentEs étrangerEs, et la régularisation de touTEs les sans-papierEs, toutes et tous dans la rue dimanche !

**Christine Poupin**

## regards

# TUNISIE « Un véritable climat d'insécurité pour les citoyens »

**Entretien.** Mohamed Jmour est secrétaire général adjoint du Parti des patriotes démocrates unifiés, une des composantes du Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution. Militant marxiste-léniniste depuis les années 1970, il faisait partie du collectif d'avocats ayant participé à la défense des inculpés de Gafsa en 2008-2010. Mohamed avait participé aux rencontres anticapitalistes méditerranéennes organisées par le NPA en mai 2011.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/CG

### Comment ont évolué les mobilisations depuis le 14 janvier 2011 ?

Les mouvements sociaux n'ont jamais cessé. Depuis novembre dernier, par exemple, des grèves générales ont eu lieu dans de nombreuses villes et localités. Ces mobilisations ont des revendications à la fois politiques, économiques et sociales. Au niveau politique, il est le plus souvent exigé le départ du gouverneur ou du délégué (un peu l'équivalent des préfets et sous-préfets français). Généralement, ceux-ci ont été nommés par Ennahdha et sont membres ou proches de ce parti. La population demande également des mesures concrètes au niveau économique, c'est-à-dire la création de projets

et d'emplois. Bien entendu, il y a toujours aussi la revendication de l'amélioration des services publics, et notamment de l'infrastructure routière, des écoles et des hôpitaux. L'UGTT encadre les mobilisations de salariéEs, mais son action ne se limite pas à cela : à travers ses unions régionales et locales, elle encadre également des grèves générales de régions entières ou de délégations, comme à Siliana ou à Sned. Les citoyens tunisiens demandent le soutien de la centrale syndicale, et les militants de l'UGTT s'impliquent dans les mouvements sociaux. C'est cela qui irrite le gouvernement, et particulièrement Ennahdha. Cela constitue une cause de cette allergie d'Ennahdha à l'égard de la centrale syndicale.

### Quelle est la situation au niveau institutionnel ?

Le projet de Constitution n'a pas encore fini d'être rédigé. L'instance qui va chapeauter la justice n'est toujours pas créée, et son texte fondateur n'a toujours pas été voté. La loi concernant l'instance chargée de l'organisation des élections (ISIE) vient tout juste d'être votée, mais cela ne peut pas suffire pour fixer une date pour les prochaines élections. Nous n'avons, par exemple, toujours pas de Code électoral, ni de loi sur le financement des partis. Ennahdha prétend néanmoins que les élections peuvent être organisées le 23 juin. D'après l'ancien président de l'ISIE, Kamel Jendoubi, cela est impossible, et Ennahdha le sait pertinemment. En effet,

l'organisation matérielle des élections nécessite apparemment de 6 à 8 mois.

Les partis politiques d'opposition craignent, ou ont le pressentiment, qu'Ennahdha fait en réalité tout son possible pour retarder les élections, en faisant endosser la responsabilité de cela à ses adversaires. L'opposition soupçonne Ennahdha de vouloir attendre le moment où elle aura la certitude d'emporter la majorité absolue, sans avoir l'obligation de recourir à des alliances.

### Quelle place tiennent les milices islamistes ?

Ennahdha recourt à des « Ligues de protection de la révolution » qui utilisent la violence. De l'aveu même du ministre de l'Intérieur,

celles-ci sont formées par des militants d'Ennahdha, d'anciens RCDistes, ainsi que de malfrats. On découvre par ailleurs de temps à autre des cellules salafistes dormantes ou actives. Ces différentes milices ont pour tâche essentielle d'intimider l'opposition et surtout de lui barrer la voie d'accès aux quartiers populaires. Comme l'avaient fait avant eux les fascistes italiens ou allemands, ou les néos-fascistes, les islamistes ont recours au lumpen-prolétariat, des gens n'ayant aucune formation politique et idéologique, mais qui sont prêts à recourir à la violence contre les adversaires qu'on leur indique. Tout cela crée un véritable climat d'insécurité pour les citoyens, et envenime le climat politique.

MALI

# Odeur de poudre et de néocolonialisme

Hollande conduit la France dans une guerre sur la base d'un mensonge comme Bush l'a fait avec les armes de destruction massive en Irak, ou Sarkozy en Libye. Une fois l'opération militaire française lancée, dont le but était initialement de bloquer une colonne d'une dizaine de véhicules de djihadistes vers le sud, l'objectif a évolué, puisqu'il s'agit désormais d'éradiquer le terrorisme au Mali.

Le gouvernement français tente de donner un vernis légal à cette intervention, répondant à l'appel du Président malien, un Président élu par personne, contesté par beaucoup de monde, qui a été mis en place par la Cedeao, elle-même dirigée par Alassane Ouattara qui doit son pouvoir à l'armée française... Quant à la résolution de l'Onu 2085, elle parle d'une intervention militaire seulement des troupes africaines. Enfin, l'accord de coopération militaire entre le Mali et la France n'autorise pas une intervention des troupes françaises mais l'interdit expressément. Dans son article 2, il est stipulé que les militaires français «ne peuvent, en aucun cas, prendre part à la préparation et l'exécution d'opérations de guerre, de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité» et l'article 12 «exclut toute possibilité de stationnement d'unités constituées des forces armées françaises sur le territoire malien». Alors, la classe politique, dans un beau consensus, argue que si la France est intervenue, c'est parce que c'est un pays ami. Conscients que l'explication est un peu courte, certains nous expliquent que les relations entre la France et le Mali sont historiquement proches et privilégiées. En d'autres termes, si la France peut se permettre d'intervenir en toute impunité c'est parce que le Mali est une ancienne colonie. Pourtant on se rappellera que trois mois plus tôt, Hollande dans son discours à l'Assemblée nationale à Dakar déclarait : «Le temps de la Françafrique est révolu» et plus précisément, «La France apportera un appui logistique. Mais à sa place. C'est dans cet esprit que je conçois la résolution de la crise malienne.»

## Conséquences néfastes

Au lieu de protéger les pays voisins du nord Mali, un des buts affichés de cette guerre, cette opération pousse les djihadistes à étendre leur champ d'intervention avec des conséquences dramatiques, comme la prise d'otages du centre gazier In Amenas qui s'est terminée tragiquement. Inédit, même au plus haut niveau de la guerre civile en Algérie dans les années 90. Par contre, les dictateurs africains profitent pour l'instant pleinement de cette crise. Ainsi au Togo, Faure Gnassingbé, qui envoie 500 hommes, peut emprisonner les dirigeants de l'opposition. Quant à Idris Déby, il devient courtisé lui qui est responsable au Tchad, des multiples atteintes aux droits humains et de la disparition de l'opposant Ibrahima Ouamar Mahamat Saleh, au prétexte qu'il envoie 2 000 hommes en renfort de l'armée française.

La menace d'une crise humanitaire se précise. Les fermetures des frontières empêchent la circulation des denrées alimentaires et bloquent le carburant nécessaire à l'alimentation en eau potable dans les villes. Situation aggravée par l'impossibilité pour les populations de pratiquer les cultures de contre-saison.

Enfin dans cette région où les différentes communautés restent divisées, les risques de

règlements de compte et de vengeances peuvent engager un cycle de violence.

## Pourquoi ?

L'enjeu de cette guerre est d'abord de sécuriser les mines d'uranium du Niger dans la région d'Arlit proche du nord Mali, exploitées par la multinationale Areva. Les enjeux sont importants car Areva vient de mettre la main sur le gisement d'Imouraren, un des plus grands du monde. Il est aussi géopolitique. En effet, la politique interventionniste de la France permet de conforter son pré carré africain et ainsi de maintenir sa stature de puissance mondiale avec

là aussi des retombées économiques importantes pour les capitalistes. La reconstruction de la Côte d'Ivoire est une aubaine pour les entreprises françaises. Quant à la Libye, il est déjà acquis que la France pourra faire main basse sur une partie de son pétrole.

C'est peut-être le général de division Desportes, ancien directeur du CID (Collège interarmées de défense) qui résume le mieux la situation : «Nous ne pouvons pas espérer conserver nos modes de vie et notre prospérité si nous n'allons pas à l'extérieur du territoire national participer à la stabilisation et au règlement des crises»...

Paul Martial

CHERCHEZ L'ERREUR



Par Yvan Lemaitre

## NON À L'UNION NATIONALE

François Hollande a sa guerre, l'occasion pour lui, jugé « mou », « indécis », de prendre la pose du chef d'État, chef des armées et homme de décision, pour tenter d'imposer son autorité. Jean-Marc Ayrault a salué, lors du débat parlementaire, « l'esprit de responsabilité dont toutes les forces politiques ont témoigné depuis le 11 janvier ». Jean-François Copé lui a fait écho, « l'esprit d'union nationale doit s'imposer à tous ». « Le rôle d'un responsable politique, c'est de penser à l'intérêt de la France et des Français » selon Marine Le Pen qui a jugé « légitime » l'intervention. À gauche aussi, même discours. Europe Écologie-les Verts « approuve l'intervention militaire française » tout en regrettant, comme le Front de gauche, que le Parlement n'ait pas été consulté.

Personne parmi eux n'a osé contester le bien-fondé de l'intervention, dénoncer ses véritables objectifs. Les travailleurs, toute la population n'ont, eux, aucune raison d'être solidaires du gouvernement. La nouvelle aventure militaire dans laquelle il engloutit des millions d'euros ne défend en rien les intérêts des populations déshéritées du Mali. Quand bien même la « menace islamiste » y est bien réelle, elle provient, avant tout, de l'impasse économique et sociale des politiques libérales imposées par la France et l'impérialisme qui hypothèquent le développement et condamnent les peuples à la misère et à la domination.

« L'objectif, c'est la reconquête totale » a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Mais la reconquête au profit de qui ? Cette guerre ne vise pas à servir la liberté contre le terrorisme ou les pratiques inhumaines des groupes islamistes mais les intérêts géostratégiques et économiques des multinationales qui, ici, mènent leur guerre sociale contre le monde du travail. Comme en Afghanistan, elle participe de l'offensive des grandes puissances contre les peuples. À leur union nationale, nous opposons la solidarité des travailleurs et des peuples, par-delà les frontières. Le peuple malien a besoin de développement, de dignité et de prospérité, pas de bombes et de servitude. C'est à lui de chasser les bandes islamistes armées qui veulent imposer leurs lois. C'est à lui de décider librement de son sort.

# SALE GUERRE D'hypocrites arguments

Le zèle des militaires est rarement un bon conseiller. Un soldat de la troupe d'intervention française, actuellement en opération au Mali, a dû l'apprendre à ses dépens. Pris en photo par le journaliste AFP Issouf Sanogo en portant un masque de tête de mort, le militaire s'est fait rappeler à l'ordre sa hiérarchie : « Ce comportement est inacceptable », a déclaré le porte-parole de l'état-major, Thierry Burkard. Le soldat, non encore identifié, a dû se croire dans un escadron de la mort. Alors que, selon les justifications officielles, il s'agit d'une guerre de libération au profit du peuple malien.

Cette justification officielle fait cependant débat, alors même que quasiment personne – en France et au Mali – n'a de sympathies pour les bandes djihadistes qui ont imposé un règne de terreur aux populations des villes de Nord.

## La fond et la forme ?

En dehors de l'extrême gauche, Noël Mamère a été l'un des premiers à déclarer ses doutes. L'ex-candidat des Verts à l'élection présidentielle de 2002 déclara le 15 janvier que la justification de l'opération relevait de « la propagande », et que la dernière intervention en Libye en 2011 avait contribué à créer les problèmes actuels au Mali, en

disséminant des stocks d'armement... que la France avait, en partie, fourni auparavant à Kadhafi. Le conseil inter-régional d'Europe Écologie-les Verts des 19 et 20 janvier a, cependant, voté une motion qui « salue » l'intervention française au Mali, tout en demandant au gouvernement de s'abstenir d'un « langage guerrier »...

Au Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon avait, dans une première réaction, déclaré l'intervention « discutable » – au sens qu'elle ne mérite pas une franche opposition –, mais critiqué l'absence de consultation du Parlement. Le député François Asensi (PCF) déclara à l'Assemblée qu'il partageait « les orientations de la diplomatie » française, mais critiquait aussi l'absence de consultation.

## Droite et extrême droite accompagnent l'intervention

À droite, après avoir d'abord pratiqué le consensus avec le gouvernement, l'UMP hausse le ton. Elle critique le gouvernement au niveau des méthodes poursuivies, surtout pour ne pas avoir obtenu une contribution plus forte des autres puissances européennes à l'intervention. Valéry Giscard d'Estaing avait, par ailleurs, mis en garde contre un « risque d'une action néocoloniale » française. Son opposition visait cependant moins le danger que la France ait un comportement impérialiste, que le risque qu'il soit perçu ainsi.

Notons que, pour la première fois depuis son opposition forte à la guerre en Irak, l'extrême droite

clame haut et fort son soutien à une intervention extérieure. Contre les dernières interventions – Irak, Serbie, Libye –, le Front national avait opposé un isolationnisme de droite, qui considère que du bon sang (et argent) français ou européen est gaspillé pour des « intérêts étrangers », notamment ceux des USA. Ou encore que la prétendue « démocratisation » des pays concernés relèverait de « l'utopie », les habitants de ces pays n'étant pas faits pour. Au contraire, le 12 janvier, Marine Le Pen déclara l'intervention actuelle au Mali « légitime ». L'union nationale que nous servent les partis parlementaires sonne comme une bien sinistre et hypocrite cacophonie.

Bertold du Ryon

## SANS-PAPIERS

**Pour l'égalité...  
toute l'égalité !**

La semaine passée, le bras de fer s'est encore durci dans la lutte des sans-papiers avec un ministre de l'Intérieur qui s'affiche de plus en plus comme un digne successeur de Guéant et Hortefeux. Deux actions ont fini par des arrestations massives sur Paris.

Le jour suivant ces actions a eu lieu le rassemblement le plus important devant le siège du Parti socialiste, avec la participation de la compagnie Jolie Môme. Alors que les régularisations promises aux grévistes de la faim de Lille tombent actuellement au goutte à goutte, il s'agit désormais de construire sur la dynamique qui s'est mise en place dans la solidarité aux grévistes. Dans ces circonstances, autour de l'appel «Faut-il mourir pour avoir des papiers», les collectifs de la région parisienne et leurs soutiens sont en train de renforcer leurs positions pour mener le combat de manière offensive. De nouveaux collectifs (collectif de 80 étudiantEs de Paris 8, collectif du 77) et des soutiens comme Act Up-Paris ont rejoint le mouvement. Pour permettre de construire dans la durée, les rassemblements quotidiens devant le siège national du PS laissent la place à un rassemblement hebdomadaire le mercredi à 18 heures. Une réunion hebdomadaire de coordination est mise en place ainsi qu'un site permettant de transmettre les agendas de toutes les initiatives locales.

**À bas les frontières !**

Dans le cadre du Forum social mondial de Tunis de mars, une campagne se met en place pour la liberté d'installation et de circulation, campagne dont l'objectif est de faire passer les frontières à des dizaines de sans-papiers, aussi bien à l'intérieur de l'Europe qu'entre les deux rives de la Méditerranée. Un meeting de lancement de cette campagne devrait avoir lieu le 2 mars prochain.

Mais c'est dès cette semaine que des mobilisations vont démontrer l'importance de ce mouvement des sans-papiers dans la lutte globale contre les politiques libérales et réactionnaires. Les sans-papiers participeront ce jeudi 24 mars au meeting des salariéEs en lutte à Sciences-Po Paris aux côtés de nombreux syndicalistes. Et dimanche 27 janvier les collectifs et leurs soutiens prendront place dans la manifestation pour l'égalité des droits au sein d'un bloc rassemblant ceux et celles disant que l'égalité, ça ne se divise pas : «Mariage pour touTEs et papiers pour touTEs» !

Denis Godard

DR



24 janvier 2013 n°179

## ACCORD COMPÉTITIVITÉ EMPLOI Hollande dialogue pour le Medef

L'accord compétitivité-emploi, signé le 11 janvier 2013 par le Medef et trois organisations syndicales, est une régression historique pour les droits des salariéEs (cf. Tout est à nous ! N° 178). C'est aussi et avant tout une victoire pour Hollande.

À peine l'accord trouvé, le Président a tenu «à rendre hommage aux organisations professionnelles de salariéEs et d'employeurs qui ont rendu possible ce résultat. Il constitue un succès du dialogue social, qui honore l'ensemble des partenaires.». Pour lui, cet accord a validé sa «méthode» imaginée pendant sa campagne électorale et inaugurée en juillet dernier avec la conférence sociale. Il devient ainsi le «champion du dialogue social», se démarquant de son prédécesseur Sarkozy qui avait décidé de mener la guerre aux fameux «corps intermédiaires».

**Le chantre du dialogue social**

Depuis longtemps, Hollande est convaincu que le modèle français est en bout de course et que, pour parvenir à des changements en profondeur, salariéEs et patrons doivent se mettre d'accord entre eux, au-delà de la seule loi. Cahuzac n'est visiblement pas le seul à ne pas «croire» à la lutte des classes. C'est la raison pour laquelle il a mis, dès son élection, le dialogue social au cœur de sa politique : «le dialogue social, ce n'est pas une contrainte. C'est une condition pour atteindre nos objectifs», expliquait-il début juillet lors de l'ouverture de la conférence sociale. Aussi, même si l'accord du 11 janvier est loin du «compromis historique entre la CGT et le Medef» promis par l'Élysée il y a plusieurs mois, Hollande et le gouvernement Ayrault en sortent comme les grands gagnants politiques.

Cela leur permet maintenant, comme le Medef le demande, de transcrire «fidèlement» et rapidement cet accord dans une loi. Car sur ce point, le message du gouvernement est clair : l'accord sur la sécurisation de l'emploi passé entre le patronat et trois syndicats sera transposé tel quel au Parlement. Et que l'on ne s'avise pas d'essayer de le modifier. Ainsi, le gouvernement a d'ores et déjà prévenu les députés PS qu'ils devront filer droit. À tel point que le texte devrait être défendu par Jean-Marc Ayrault lui-même et que les rapporteurs du texte ont déjà été désignés, plus de trois mois avant l'arrivée du projet de loi en débat... Les présidents de groupe eux-mêmes, Bruno Le Roux à l'Assemblée nationale et François Rebsamen au Sénat. Et si les oppositions se font trop entendre, certains pensent même déjà que «sur un sujet comme celui-là, le



gouvernement pourrait engager sa responsabilité avec le 49-3», ce qui permettrait au gouvernement de faire passer un projet de loi sans le soumettre au vote, l'Assemblée ne pouvant s'opposer que par une motion de censure.

**Et maintenant, faire reculer le gouvernement !**

Cet accord qui réforme en profondeur les droits des salariéEs ne répondra en rien à la question du chômage et de la précarité. Michel Sapin, ministre du Travail, le reconnaît lui-même : «Ce n'est pas un texte qui crée directement de l'emploi, mais qui participera à une amplification des créations d'emplois quand la croissance reviendra, on l'espère à partir du deuxième semestre». Pire, en Grèce ou dans l'État espagnol, de telles politiques ont accéléré le chômage et la précarité. Raison de plus pour refuser cette nouvelle attaque. Malgré les verrouillages en cours, les oppositions au sein de la majorité ne se sont pas fait attendre.

Dans la gauche du PS, le député Jérôme Guedj et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann ont rapidement dénoncé cet accord qu'ils considèrent comme «pas acceptable» et ayant des «clauses contraires aux engagements de la gauche». Du côté de la gauche non gouvernementale, même son de cloche : les députés du Front de gauche ont l'intention de se battre contre cet accord qualifié de «Medef-CFDT».

Mais la bataille institutionnelle qui s'annonce – et dont on verra si elle a lieu – sera de toute façon bien insuffisante. Pour refuser un tel accord, il faudra mettre en œuvre une véritable opposition dans la rue, contre le gouvernement et le Medef. Les syndicats non signataires – CGT et FO – y sont-ils prêts ? Rien n'est moins sûr. Car, si comme le dit la CGT, «la partie n'est pas finie», il faudra faire autre chose qu'exiger d'un gouvernement – qui a déjà annoncé la couleur – «un projet de loi d'une tout autre nature»...

Sandra Demarcq

## GÉNÉRALISATION DES COMPLÉMENTAIRES SANTÉ

# Un faux-semblant !

Prévue dans le cadre du récent accord sur la «sécurisation de l'emploi», cette disposition n'est pas une contrepartie qu'auraient obtenue les syndicats signataires en échange de quelques faveurs accordées au Medef !

Est-ce un progrès ? Examinons l'accord. En 2016, tous les salariéEs auront donc une couverture complémentaire d'entreprise, mais leurs familles, sauf disposition plus favorable accordée par l'employeur, n'en bénéficieront pas. La Sécurité sociale par contre rembourse toutes les personnes à charge d'un assuré social. Mais aucun syndicat n'a, hélas, revendiqué l'intégralité des remboursements par la Sécu. De plus, les chômeurs un an après le départ de l'entreprise, les retraités, les jeunes ne seront pas concernés, alors que ce sont

les catégories qui renoncent le plus aux soins faute de moyens financiers. Les prestations et le montant des remboursements seront fixés par des accords de branche ou d'entreprise : les inégalités sur le territoire seront donc maintenues. Enfin, le texte fait référence à un panier de soins, une vieille revendication patronale qui a pour objet de contenir dans ce «panier» les actes et prescriptions remboursés. En l'absence d'accord, le panier est défini ainsi : remboursement limité à 100% de la base de la Sécu et à 125% pour les prothèses dentaires et l'optique. Bien souvent les assurés

seront donc moins remboursés qu'avec leur mutuelle actuelle. Le renoncement aux soins sera ainsi renforcé.

**Les seuls gagnants : le Medef et les assurances**

En effet, la part de la cotisation versée par l'employeur ne pourra pas dépasser 50%. C'est moins que dans beaucoup de contrats collectifs actuellement en vigueur. L'accord précise que «les partenaires sociaux laisseront aux entreprises la liberté de choisir l'organisme assureur de leur choix». C'est un boulevard pour les assurances (comme le

montre la croissance de leur chiffre d'affaires, bien supérieure à celle des mutuelles...). Le montant moyen des remboursements de la Sécu ne cesse de se réduire et la part patronale des cotisations de diminuer en raison notamment des exonérations. Cet accord va renforcer cette dynamique : la Sécu va continuer à reculer au profit des complémentaires, en premier lieu des assurances. Ce recul social d'ampleur doit être combattu. Pour que personne ne soit exclu des soins, il faut une Sécurité universelle, remboursant tous les soins à 100%.

S. Bernard

EGYPTE

# La révolution à un tournant

Deux ans après le déclenchement de la révolution égyptienne, les aspirations fondamentales des masses populaires qui se sont soulevées et ont chassé Hosni Moubarak restent insatisfaites. Une large majorité de la population ne voit toujours pas d'amélioration de ses conditions de vie.

## La continuité avec la politique de Moubarak

Ainsi la paupérisation, le chômage, la misère – plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté –, les inégalités, qui étaient les principales causes du déclenchement de la révolution continuent à sévir, sinon à s'aggraver par la corruption généralisée et les abus de pouvoir, comme en témoigne le rapport de Transparency International.

Les Frères musulmans se situent dans le cadre de l'économie néolibérale au service des milliardaires de l'ancien et du nouveau régime, ainsi que des grandes puissances financières de la planète. Le pays continue à être soumis aux choix politiques et économiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ces institutions financières internationales accablent le pays par le biais des mécanismes de la dette, le blocage de toute rupture avec les politiques passées et une série de réformes économiques qui appauvrissent encore davantage les plus démunis. La population réalise peu à peu qu'avec les Frères musulmans rien ne change au niveau économique et social.

## Les Frères musulmans répriment et torturent les manifestants

Le régime en place recourt aux mêmes procédés répressifs que l'ancien régime, donne le feu vert aux forces de sécurité pour tirer à balles réelles contre les manifestants pacifiques et lâche ses milices contre ses opposants pour les violenter à coups de sabre et de couteau. Cela a fait perdre les illusions même à des proches des cercles fréristes. Les attaques contre le sit-in des opposants à Morsi devant le palais présidentiel, les scènes de brutalité, les militants et militantes ensanglantés, les morts... ont rappelé la tristement célèbre bataille des chameaux en février 2011. De nombreux manifestants ont été pris à partie, tabassés et torturés par des membres des milices islamistes, dans certains cas en présence de membres des forces de sécurité, n'épargnant ni femmes ni personnes âgées. Des médecins



ont refusé d'apporter des soins à des blessés, les considérant comme des mécréants indignes de secours.

## L'opposition au régime

Depuis la chute de Moubarak, les révolutionnaires et les libéraux n'ont jamais réussi à former une alliance tactique solide autour d'une plateforme minimale ne serait-ce que de libertés démocratiques et pour avancer sur le terrain et s'opposer aux forces rétrogrades.

Les événements récents ont rapproché les différentes composantes de l'opposition. Elles se retrouvent notamment dans les actions de rue. Certains d'entre elles réclament aujourd'hui le départ du président Morsi et de son pouvoir au service des Frères musulmans.

Tout cela inquiète le pouvoir en place. Pour cette raison, le président égyptien a, par un décret, autorisé l'armée à appuyer les services

de sécurité dans leur mission de maintien de l'ordre, en leur donnant notamment le pouvoir d'arrêter des manifestants.

## Quelles perspectives pour la révolution ?

Les plus grandes cylindrées de l'opposition égyptienne ne proposent pas une vraie alternative politique en rupture avec l'ancien régime, le régime en place et le projet sociétal islamiste. L'opposition radicale qui englobe des courants d'extrême gauche, des syndicalistes, des féministes et des jeunes, ne réussit malheureusement pas pour le moment à créer un rapport de forces réel dans la société.

Depuis deux ans, les luttes n'ont pas cessé sur les questions sociales ou démocratiques. Reste à les coordonner et que se dégagent des mots d'ordre permettant une autre dynamique porteuse d'espoir. Adaptation pour *Tout est à nous!* d'un article de «Maghreb en lutte» publié par la LCR de Belgique.

GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

# Victimes du régime syrien

Malgré plus de 60 000 morts, des centaines de milliers d'emprisonnés, de déplacés, le peuple syrien continue de s'organiser dans un mouvement de masse à la fois civil et armé pour renverser le régime de Bachar El Assad, et avoir le droit de décider d'un avenir de démocratie et de justice sociale. Parmi les victimes de la répression, quatre camarades du «Courant de la gauche révolutionnaire» (CGR) sont morts depuis le début de la révolution syrienne, que ce soit sous la torture ou sous les balles de la dictature. Parmi eux les camarades Salem Khalaf Alsibsibi et Bashar Abazeid.

Le Courant de la gauche révolutionnaire est un groupe de militantEs marxistes révolutionnaires présent dans le pays et dans la diaspora, engagé dans le processus révolutionnaire dès son début. Ce groupe a vu le jour publiquement à travers la publication, en octobre 2011, de son document programmatique «Le programme de transition de la gauche révolutionnaire en Syrie».

Les militantEs du CGR sont impliqués dans les coordinations du mouvement populaire, dans l'aide humanitaire à la population, dans la perspective de la création d'un front unique de la gauche syrienne, un réseau de solidarité internationaliste au niveau de la gauche radicale internationale, et la construction du parti ouvrier socialiste révolutionnaire de masse en Syrie. Le CGR s'appuie dans sa structure interne sur ses sections. Bien que son activité soit clandestine, il a annoncé publiquement la création de deux d'entre elles, l'une à Deraa et l'autre à Hama. Le CGR publie un mensuel (11 numéros à ce jour) : *Al Khat Al Amami* («la Ligne de front»).

Ghayath Naisse

MANIFESTATIONS EN GRÈCE

# Contre la répression et les crimes racistes

Le gouvernement de «troïka intérieure» (droite, Pasok et la petite scission du Synaspismos, Dimar) accentue ces dernières semaines sa fuite en avant.

Il joue actuellement sur deux tableaux, non seulement pour détourner des vrais problèmes, mais parce que dans une telle période de crise, le roi est nu et l'État en est quasi réduit à ses fonctions répressives essentielles. Aussi, gêné aux entournures par les scandaleuses tentatives de camoufler les noms de dépositaires de comptes en Suisse, mais surtout conscient des risques d'explosion sociale, ce gouvernement accentue ses attaques sur deux points. Répression contre tout ce qui ressemble à une gauche anti-autoritaire, et feu vert aux actions racistes, qu'elles soient légales (rafles d'immigrés) ou illégales... On le voit avec l'assassinat jeudi 17 janvier d'un jeune Pakistanais par deux sbires des nazis de Chryssi Avgi, le mobile retenu enlevant à leur crime toute forme de racisme...

## Mise en scène ratée

Le gouvernement a mis en scène ces dernières semaines l'évacuation policière de squatts présentés comme repaires de terroristes. À chaque fois, le pitoyable porte-parole du gouvernement a exigé

de Syriza la condamnation de ces occupations, tentant de créer avec l'aide généreuse des médias dominants, l'image d'un pays où les «extrêmes» – nazis d'un côté, Syriza de l'autre, sans parler de la gauche anticapitaliste – menaceraient la paix civile. Comme si ce gouvernement appuyé sur l'extrême droite n'étaient pas les fauteurs de misère!

En fait, l'opération a en partie échoué: d'une part, parce que ces occupations, vieilles pour certaines de plus de 20 ans, étaient bien acceptées par les habitantEs des quartiers, et d'autre part parce que samedi 12, le camp «anti-pouvoir» a relevé le défi en organisant une belle manif de 10 000 personnes où fleurissaient les drapeaux rouges et noirs.

## Les anti-nazis dans la rue

Ce samedi 19 janvier, c'est une belle manifestation, émouvante avec la participation des amiEs du jeune Pakistanais assassiné, qui a occupé le centre d'Athènes, à l'appel de comités unitaires. Plus de 10 000 personnes là encore, avec la participation de quelques structures

syndicales, d'associations d'immigrés, d'Amnesty International, de la gauche politique (principalement autour d'Antarsya). L'exigence était la fermeture des locaux des nazis de Chryssi Avgi. Beaucoup de jeunes, mais trop peu de lycéenNEs, une manif combative, mais une participation pas à la mesure des provocations racistes et nazies (les nazis donnés à 12% dans un dernier sondage). La prochaine échéance doit donc absolument viser à l'élargissement en direction des jeunes et des travailleurs.

Cette manifestation était une étape importante, montrant comme le disaient les autocollants que «face aux nazis, pas question d'avoir peur!». Le lien entre la montée du nazisme et les mesures anti-sociales du gouvernement a été dénoncé, tout comme la politique anti-immigrés du gouvernement et les rafles policières, baptisées cyniquement «Zeus hospitalier». Homère s'étranglerait, lui qui écrivait «Zeus se fait le vengeur du suppliant, de l'hôte. Zeus est l'Hospitalier: il amène les hôtes et veut qu'on les respecte»!

A. Sartzekis



Cortège d'immigrés lors de la manifestation anti-nazis samedi 19 janvier à Athènes. REUTEURS/YORGOS KARAHALIS

## Histoire

# Les nationalisations de 1945 à 1981

«Là où est la propriété, là est le pouvoir»... c'est ce que disait François Mitterrand en 1972! Les capitalistes le savent bien, dès que le mot nationalisation est prononcé, dès qu'il est question de nationaliser telle ou telle entreprise, tel ou tel secteur, ils fulminent. Pour eux, le mot nationalisation évoque l'expropriation.

**P**ourtant, on le voit à travers l'histoire, toute nationalisation est loin d'être mortelle pour les capitalistes. Au contraire, elles leur sont souvent très profitables et ont même été indispensables au système capitaliste. Après la Seconde Guerre mondiale, la France devait régler plusieurs problèmes dont son retard économique. Si l'impérialisme français voulait ne pas être mis à mal par ses concurrents, il lui fallait absolument faire un gros effort pour, d'une part, remettre en selle la bourgeoisie et, d'autre part, reconstruire puis moderniser les infrastructures et l'appareil industriel du pays. Or de cela la bourgeoisie n'était pas capable toute seule. C'est ainsi que l'après-guerre a vu une vague de nationalisations sans précédent. Dès décembre 1944, les Houillères du Pas-de-Calais furent nationalisées et Renault dès la Libération; puis début 1946, quatre banques de dépôts, les assurances, les Charbonnages, le gaz et l'électricité, enfin la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et Air France. Pour toutes ces nationalisations, des indemnités ont été versées aux anciens propriétaires, à l'exception de Louis Renault, accusé de collaboration avec l'ennemi.

La logique de ces nationalisations qui touchaient l'appareil industriel, les réseaux et les structures financières correspondait à deux objectifs: la remise sur pied de l'économie dans un pays où le niveau de la production industrielle a été ramené au niveau de 1890, et assurer le compromis avec la classe ouvrière, qui regardait encore avec sympathie l'URSS et les pays d'Europe de l'Est où les capitalistes avaient été chassés.

### Un acquis réel

C'est ainsi que, à la fin des années 40, les travailleurs obtinrent de réels acquis. Les réseaux

de distribution de l'énergie, celui des PTT, des transports donnèrent accès à des services de qualité au plus grand nombre. Cela alla de pair avec la mise en place de la Sécurité sociale assurante, par une assise sur les salaires, des prestations de santé et une retraite sans commune mesure avec ce qui existait auparavant. De fait, jusqu'en 1981, les gouvernements de droite successifs n'ont pas remis en cause ces nationalisations, le secteur public et nationalisé tirant l'économie nationale dans une période d'importante industrialisation. Les nationalisations de 1981 ont joué le même rôle, dans des domaines stratégiques (chimie, électronique...) où les capitalistes, après la période de récession initiée en 1974, n'obtenaient pas de marges de profits suffisantes. Ces entreprises ont toutes été privatisées dans les années suivantes, une fois renflouées et restructurées par l'État: les gains de productivité ainsi obtenus permettaient finalement l'augmentation des profits.

Sandra Demarcq

PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



# NATIONALISATIONS une question d'

Dossier coordonné par la commission intervention sur les lieux de travail du NPA

**C**haque semaine, pour ne pas dire chaque jour, une annonce de fermeture d'entreprise, de licenciement, perce difficilement le véritable mur du silence médiatique, élevé au nom de la guerre colonialiste ou de la lutte contre les prétendus terroristes, ou des faits divers. L'illégitime accord Medef-CFDT-CGC-CFTC devrait offrir encore plus de facilité au patronat pour gérer, sans entrave, suppressions d'emplois, fermetures de site et reculs sociaux. Dans le même temps, les mobilisations s'enchaînent, se multiplient contre ces attaques. PSA, Arcelor, Virgin, Candia: autant de résistances, de milliers de salariéEs qui refusent l'arbitraire patronal. Au fil des années et des mobilisations, les salariéEs cherchent les meilleures ou les moins mauvaises issues. Si les Continental ont placé au plus haut le niveau des contreparties financières à la perte de leur emploi, d'autres ont exploré d'autres pistes: les Fralib, mobiliséEs autour de la reprise sous forme de SCOP, ceux d'Arcelor autour d'une nationalisation provisoire, ceux de M-Real avec la reprise d'activité avec le soutien du département, les SANOFI ou les Virgin contre les patrons voyous, ceux de Goodyear contre la fermeture de l'usine. Jamais de garantie de succès, rarement des victoires totales. Ce qui manque, c'est la construction d'un rapport de forces global, au moins au niveau du pays, pour imposer des reculs. L'interdiction des licenciements, la reprise de l'activité sous des formes variées, la nationalisation sous contrôle des salariéEs et de la population, autant d'outils qui peuvent donner des perspectives aux mobilisations. Ce qui est en jeu c'est la remise en cause du pouvoir patronal. Un enjeu politique qui nécessite l'affrontement non seulement avec le patronat, mais aussi avec un gouvernement qui se place ouvertement à son côté.

## Sidérurgie

➔ **À partir de 1966**, l'État multiplie des « plans de modernisation » qui accordent des subventions massives aux entreprises privées du secteur, tout en les laissant licencier. Ainsi, en 1971, des milliers d'emplois sont supprimés par la Sollac (appartenant notamment aux Wendel), tandis que l'État assume 82% du coût de sa nouvelle usine de Fos!

➔ **En 1977**, « plan Barre »: le patronat supprime 16000 emplois et se voit accorder des prêts publics à un taux de 0,1% (avec une inflation de plus de 9%!). Et à peine les licenciés partis, l'été 1978, Barre annonce un « nouveau plan de sauvetage », qui transforme les dettes des propriétaires des groupes sidérurgiques en prises de participation de l'État dans leur capital. L'État se substitue aux patrons privés pour fermer des usines et moderniser celles qui restent, tout en préservant la fortune personnelle des actionnaires. Contre ces liquidations, éclate une véritable révolte ouvrière, notamment à Longwy et Denain en 1979 qui parvient à arracher de meilleures conditions de départ, mais pas l'arrêt de la saignée.

➔ **En février 1982**, la gauche nationalise de nombreuses grandes entreprises, y compris industrielles.

## Nationaliser les pertes, privatiser les profits

On peut exiger la nationalisation de Florange sans être pour autant dupe de la lamentable histoire des nationalisations dans la sidérurgie.

Ces groupes privés avaient subi 9 milliards de francs de pertes en 1980: leurs propriétaires reçoivent 47 milliards de francs d'indemnités. Pour la sidérurgie, Mitterrand, dans la continuité de Barre et Giscard, achève la nationalisation du secteur, en annulant toutes les dettes des actionnaires. Dès l'été 1982, nouveau « plan acier »: 12000 suppressions d'emplois, alors que l'État déverse 21 milliards de francs pour moderniser les usines. En mars 1984, « révision du plan »: 21000 nouvelles suppressions d'emplois, 30 milliards de francs de dotations supplémentaires!

La « Lorraine Cœur d'Acier » et le Nord se révoltent à nouveau, mais isolés ne parviennent pas à sauver leurs emplois. Les grandes dynasties patronales de l'acier, elles, ont sauvé leurs fortunes. Les Wendel, par exemple, récupèrent ainsi du « cash » que leur holding financière investira dans d'autres secteurs.

➔ **En 1994**, la sidérurgie, regroupée dans le groupe Usinor-Sacilor, restructurée et renflouée par l'État, retrouve les profits... et peut donc être privatisée! Évalué à 20 milliards de francs, le groupe est vendu 10 milliards. De nationalisation en privatisation, la boucle est bouclée! Le gouvernement Jospin a même l'honneur de vendre les derniers 7,5% de l'État dans le capital du groupe, en 1997. Usinor deviendra Arcelor en 2002 avant d'être acheté par Mittal en 2006.

Droite comme gauche n'ont pas hésité à dépenser beaucoup d'argent pour nationaliser, licencier, enrichir les actionnaires. L'exigence des travailleurs de Florange, aujourd'hui, c'est tout le contraire: une nationalisation à la demande des travailleurs, pour leurs emplois, sous leur contrôle.

Yann Cézard

**49 000**

C'est le nombre total d'emplois supprimés dans la sidérurgie en moins de 10 ans (de 1977 à 1984)

Dont

**16 000**

lors du « plan Barre » de 1977

+

**12 000**

en 1982 sous Mitterrand lors d'un nouveau « plan acier »

et

**21 000**

deux ans plus tard lors de la révision du plan

# NATIONALISATION : l'actualité



## EDF-GDF

# De la nationalisation à la négociation de la privatisation

Le secteur de l'énergie est un de ceux dans lequel la logique des nationalisations a été poussée la plus loin notamment en raison de sa durée.

Dans l'après-guerre, la nationalisation en 1946 du secteur de l'énergie aboutit à la création de deux entreprises nationales : EDF et GDF. Si les impératifs industriels et économiques étaient loin d'être absents, c'est essentiellement une logique politique qui a prévalu : celle du compromis social et politique de l'après-guerre. Le triptyque nationalisation-statut du personnel-œuvres sociales en était le fondement et faisait d'EDF-GDF l'exemple même de ce compromis. La guerre froide mit rapidement à mal la logique de cogestion : les commissions mixtes paritaires se limiteront à être un lieu privilégié de rencontre et de concertation entre la direction et les organisations syndicales. Avec un taux de syndicalisation exceptionnel (80% dans les années 70 et encore 45% en 2005), avec plus de 50 000 adhérents (dont plus 20 000 retraités) en 2005, EDF-GDF était le bastion par excellence de la CGT. Avec un millier de permanents à plein temps, c'est aussi un syndicalisme d'appareil dans un système où l'appartenance à la CGT constitue plutôt un avantage.

L'autre pilier de l'édifice était constitué par les œuvres sociales. Avec un budget d'1% du chiffre d'affaires (pour les comités d'entreprise « ordinaires », la subvention est autour de 1% de la masse salariale) qui représentait en 2005 un budget de 442 millions d'euros, cela donnait plus de 3 000 permanents et le double de saisonniers.

Le sur-dimensionnement de cet appareil technocratique et bureaucratique va entrer en résonance avec l'accord idéologique profond, autour de la confiance dans la

science et le développement technologique entre la CGT et les responsables d'EDF. Cela donnera un patriotisme d'entreprise jamais démenti dont le consensus sur le nucléaire formera le noyau dur. Le tout donnera une figure particulière aux conflits sociaux complètement encadrés par la CGT jusque dans les années 90, où ces conflits et le recours à la grève se distinguent par leur caractère massif mais bref.

### Privatisation, désintégration...

Le modèle va être remis en cause à partir du milieu des années 80 avec l'objectif de la privatisation. Le changement de culture se symbolise et s'organise autour du passage du terme « usager » à celui de « client ». Après une tentative de contournement de la CGT concrétisée par le conflit de 1995, le tandem Roussely (Direction)-Cohen (CGT) va engager la négociation de la privatisation. Partant de la validation de la politique d'internationalisation d'EDF-GDF, la direction de la CGT se coule dans le moule idéologique du libéralisme, de l'intégration à l'Europe libérale, en échange de la conservation des avantages acquis notamment en ce qui concerne les œuvres sociales. Mais c'est avec la question des retraites que le sort du statut d'EDF-GDF va être scellé : le soutien à la modification du système (création d'une caisse ad hoc permettant de sortir les retraites des comptes d'exploitation des retraites) ouvre toute grande la voie de la privatisation.

Mais le processus une fois engagé est à la fois sans retour et terriblement destructeur. La réorganisation, la déstructuration de l'entreprise entraîne un affaiblissement

dramatique du syndicalisme. Affaiblissement encore insuffisant pour des directions assoiffées de rentabilité qui se sont engagées ces dernières années dans une répression de plus en plus ouverte.

Après avoir été pendant des décennies l'exemple le plus achevé de la collaboration entre le pouvoir et un syndicalisme intégré, ce dernier a ouvert délibérément la voie à la privatisation d'un secteur essentiel en même temps qu'au libéralisme fortement entaché d'antisindicalisme.

Robert Pelletier



PHOTO THÉRIQUE ROUGE / JMB

PHOTO THÉRIQUE ROUGE / JMB

## Contre les fermetures de sites et les licenciements

# Nationaliser?

En osant prononcer le mot « nationalisation » à propos d'Arcelor, Arnault Montebourg a relancé un débat que l'on pouvait croire complètement dépassé. Son quasi immédiat reniement (un parmi d'autres) n'a pas étouffé le débat, mais a obligé les protagonistes à préciser les positions.

La CGT de Florange et, de manière plus fluctuante, la CFDT, avancent la revendication de nationalisation « provisoire » comme si l'idée de nationalisation était trop décalée par rapport à la situation. Cette défiance fait écho à celle que l'on retrouve quand on aborde la question chez PSA, Renault ou Sanofi. Défiance, parce que pour les salariés en général et ceux de la sidérurgie en particulier, les nationalisations laissent un goût amer alimenté par l'histoire plus ou moins récente. Le statut d'entreprise nationalisée n'a en effet pas empêché au fil des années la dégradation du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail, les politiques de réduction d'effectifs. Défiance car les nationalisations ont parfois été l'instrument de restructurations passant par une (re) privatisation pour déboucher sur le célèbre

adage : nationalisation des pertes et privatisation des profits. Défiance, car les transformations structurelles de l'économie capitaliste, et notamment de l'appareil productif, rendent plus complexe la mise en œuvre d'une telle revendication.

Pour une partie des salariés, la nationalisation, indépendamment des modalités concrètes, c'est dans un cas l'occasion de chasser Mittal, dans un autre d'enlever au privé sa mainmise sur un secteur relevant clairement du domaine public, comme chez Petroplus, la raffinerie de Dunkerque ou Sanofi.

### Construire les rapports de forces

Au total, ces hésitations conduisent certains à préférer tenter d'empiéter à la marge sur le pouvoir patronal : participation financière de l'État à des niveaux divers avec des

hésitations entre surveillance et blocage, participation de représentants des salariés au conseil d'administration, de surveillance et autres. Pourtant les expériences passées (sidérurgie, banques, électronique, etc.) ou actuelles (Renault) démontrent largement qu'il s'agit de leurres qui, au mieux, assurent à quelques bureaucrates syndicaux des emplois et rémunérations comportant moins de risque que celui des salariés à leur poste de travail.

Mais quelles que soient les interrogations de fond, c'est avant tout la question du rapport de forces nécessaire pour imposer une telle revendication qui reste le principal motif de doute chez les salariés. Si les divisions syndicales ne s'organisent pas toujours directement autour de la question de la nationalisation, les tergiversations autour de la volonté et des modalités de la



construction du rapport de forces pèsent tout aussi lourdement. On retrouve là les conséquences des reculs sociaux qui légitiment le dialogue social, les diagnostics partagés et pour finir l'acceptation des conséquences désastreuses de l'acceptation des sacrifices et de la gestion de l'emploi comme une simple variable d'ajustement.

La nationalisation peut être un des outils pour mettre en cause le pouvoir patronal en gardant comme objectifs : le maintien de l'emploi, la défense des conditions de travail et des salaires. Le contrôle des salariés, de la population en est le pendant incontournable.

R.P.

INITIATIVE DES « LICENCI'ELLES »

## TouTEs ensemble contre les licenciements

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les confédérations syndicales et leurs structures fédérales ou départementales ne tentent rien pour faire le lien entre les luttes du moment. Heureusement que les salariéEs les plus combatifs s'organisent.

Dans cette situation marquée par de très nombreuses fermetures d'entreprises, de dépôts de bilan ou de plan de licenciements, la moindre des choses serait que les syndicats fassent le lien entre les salariéEs qui veulent s'y opposer, qu'ils mettent en place des réseaux de solidarité. Car ce qui manque c'est l'espoir de pouvoir changer la donne. Et la plupart du temps, dans des entreprises de quelques dizaines de salariéEs et même de quelques centaines, il est quasiment impossible d'imaginer pouvoir empêcher une fermeture ou même des licenciements.

### Réseau combatif

Des équipes militantes essaient à la base de trouver des solutions. C'est le cas avec l'initiative de salariéEs des « 3 Suisses » licenciées qui, en créant une association « Les Licenci'elles », ont lancé une bataille pour l'interdiction des licenciements. C'est au fil des manifestations et de rencontres diverses que se construit un réseau de syndicalistes d'entreprises, convaincus que c'est en sortant de l'isolement et en unissant leurs forces que les salariéEs pourront agir efficacement.

L'idée est d'élaborer un projet de loi qui protège les salariéEs en interdisant les licenciements dans les groupes qui font des bénéfices. Une manière de populariser cette réponse nécessaire et urgente. Depuis septembre, les Licenci'elles se réunissent chaque mois et essaient de mettre au point des actions, s'entourant d'équipes militantes comme celles de Goodyear, Fralib, Sodimedical, Faurecia, Valeo, Ford, Sanofi, Arcelor, PSA... une vingtaine d'entreprises en tout.

Un des principes revendiqués est de faire tomber les barrières, d'oublier les étiquettes syndicales, de construire un réseau large et ouvert. Evidemment, cela donne une construction difficile, aléatoire, bricolée, car faite avec les moyens du bord, à savoir la détermination de militantEs à la base.

Une action est organisée devant le ministère du Travail le mardi 29 janvier à 14 heures. Elle se prépare depuis plusieurs semaines. Bannière, tee-shirts, tracts ont été discutés et fabriqués pour assurer la visibilité. Comment médiatiser et élargir le réseau font partie des problèmes discutés. L'enjeu est d'amorcer enfin la construction de cette convergence tant espérée.

Philippe Poutou

Depuis juin 2012, les équipes syndicales – essentiellement la CGT et SUD – essaient de convaincre les salariéEs qu'il fallait engager l'affrontement. Le plan de la direction était de boucler les négociations fin février début mars et de commencer les processus de départs volontaires et de mutations.

## PSA AULNAY La grève a démarré

Les syndicats CGT et SUD avaient appelé à la grève pour le jeudi 17 janvier (round de négociations au siège de PSA). Mais les salariéEs du ferrage ont convaincu de partir dès le mercredi. Le premier jour, 500 grévistes sur les deux équipes, et presque autant le lendemain à reconduire la grève, ainsi que le vendredi matin, avec le renfort des 35 salariéEs d'une société de nettoyage sous-traitante. Jeudi 17, les grévistes de PSA ont participé à la manifestation départementale pour l'emploi en scandant « Interdiction de licenciements, aucune usine ne doit fermer ! ». Un comité de grève regroupant des syndiqués et des non-syndiqués a organisé une visite à

l'usine PSA de Saint-Ouen vendredi matin. La direction de PSA, surprise par la détermination des grévistes, a d'abord tenté l'intimidation, mais n'a pas tenté de relancer la chaîne. Vendredi après-midi, elle a innové une nouvelle forme de lock-out : les salariéEs placés en chômage technique sous un prétexte bidon, payés en APLD sont priés de rester chez eux.

### Une détermination intacte

Malgré la météo et l'absence de transports collectifs, plus de 200 salariéEs se sont retrouvés lundi matin devant l'usine occupée par des vigiles et les portes cadenassées. La rage au cœur, ils ont trouvé refuge à l'union locale CGT



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

RENAULT

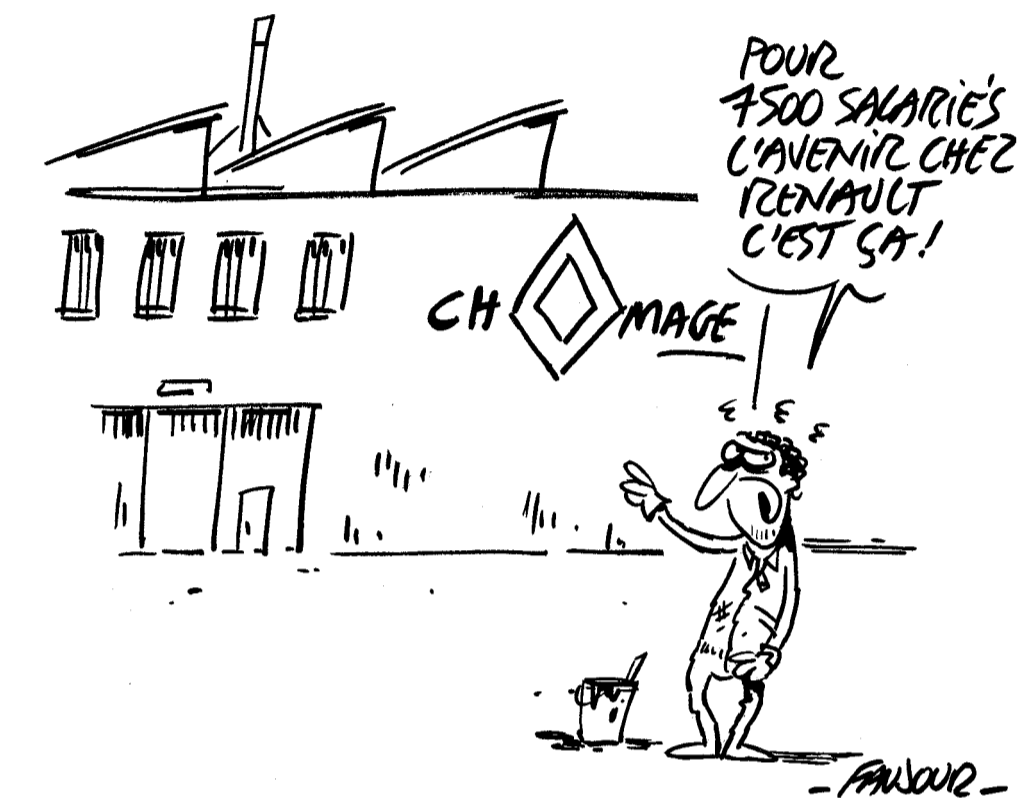
## La « compétitivité » détruit l'emploi

Mardi 15 janvier, la direction a annoncé la destruction de 7 500 emplois en France d'ici 2016, soit 16,8% des effectifs, proportion identique aux 11 000 suppressions d'emplois de PSA. Malgré une prévision d'augmentation de 20% de la production, Renault programme la suppression de 4 200 postes en fabrication, soit une réduction de 22%.

Ghosn réaffirme ainsi que son modèle « social » reste l'usine Nissan de Sunderland, en Angleterre, où les conditions de travail sont si pénibles que la moyenne d'âge n'y dépasse pas 28 ans. Tous les métiers sont concernés puisque l'annonce vise 2 000 salariéEs dans l'ingénierie et 1 300 dans le tertiaire. Cela n'a pas empêché Montebourg d'oser prétendre que cela n'avait rien à voir avec PSA puisque « deux lignes rouges » n'auraient pas été « franchies » : pas de plan de licenciement, pas de fermeture d'usine. Peu lui importe que le nombre des suppressions d'emplois soit supérieur aux effectifs cumulés des usines de Flins et Douai. Peu lui importe que Sandouville soit vidée avec moins de 1 200 salariéEs contre 3 700 en 2008. Peu lui importe que Ghosn conditionne le renoncement provisoire à un plan social ou à des fermetures de site à la signature de l'accord de compétitivité en cours de discussion.

### Un accord contenant de violentes régressions

Après la mobilité obligatoire entre les usines en fonction de la demande, la direction ajoute son intention d'allonger le temps de travail, sous prétexte d'aligner tous les sites de production à 1 603 heures par an. Cela se traduira par un allongement du temps de travail, une réduction des temps de pause ou la suppression de jours de congés liés aux accords d'aménagement-réduction du temps de travail. Ce sera aussi le moyen de rapprocher les usines françaises des 1 615 heures travaillées dans l'usine espagnole de Palencia, dans le cadre de la mise en concurrence des travailleurs des deux pays. Pour les ouvriers de fabrication de Cléon, cela devrait se traduire par la suppression de 21 jours de congé



par an. La dernière réunion avant la présentation globale du projet d'accord abordera la politique salariale jusqu'à 2016.

Un quatrième arrêt de travail devait avoir lieu dans toutes les usines ce mercredi 23 janvier, à l'appel de la CGT et, localement, de FO, de la

CFTC, de CFDT et de SUD. Avec la préoccupation pour les équipes militantes de préparer l'indispensable épreuve de force, même si les premiers débrayages sont restés en deçà du rapport de forces nécessaire.

Régis Louail

## SANOFI Le combat continue

Si la direction Sanofric comptait sur l'annonce des intersyndicales de Toulouse et Montpellier de la « suspension » du rythme des « jeudis de la colère » pour reprendre la main, elle se trompait.

Les « jeudis de la colère » se déplacent selon l'actualité. Ainsi vendredi 11 janvier, les salariéEs du site toulousain ont sommé Philippe Monteyne, venu « rencontrer » les équipes de chercheurs locales, de s'expliquer. Les laborieuses justifications du plan de démantèlement de la recherche du vice-président chargé de la R&D n'ont pas convaincu et même agacé. Ce GSK boy, recruté depuis deux mois par Viehbaucher, en aura été pour ses frais. Courtoisement

mais fermement reconduit à la porte du site, il aura goûté aux plaisirs du « plan de départ volontaire » prôné par la direction de l'entreprise.

### La colère débarque à Paris

Jeudi 17 janvier, beau rassemblement devant le siège de Sanofi à Paris, rue La Boétie, à l'initiative de l'intersyndicale nationale (CGT, SUD, CFDT, CGC). 500 salariéEs dynamiques, colorés, bruyantEs. Plein de badges, de pancartes, de slogans, de chansons : « La Sanofienne », « La Boétie » et le fameux « haka de la colère ». Une belle démonstration de ce que peut donner l'imaginaire de salariéEs en lutte. Le plus gros des troupes venait de Montpellier (200) et Toulouse (150) avec des délégations de Vitry et aussi de Val-de-Reuil. Les « Sanofi » lyonnais manifestaient au même moment à Marcy-l'Étoile, devant le siège de l'Institut Pasteur. Puis manifestation jusqu'à la Bourse avec arrêt à Saint-Lazare et Opéra. Une délégation du NPA avec Philippe Poutou est venue apporter son soutien, ainsi qu'Éric Coquerel et Laurence Sauvage du Parti de gauche.

Les « Sanofi » en lutte savent que cette forte mobilisation de deux sites ne suffira pas à faire reculer la direction. L'extension de la grève à tous les sites Sanofi, notamment les sites de production des médicaments, demeure un enjeu décisif. Autre enjeu décisif : la convergence des boîtes en lutte autour de l'appel des Licenci'elles, à laquelle participent les « Sanofi ».

Pierre Granet et Robert Pelletier



# GEORGES ABDALLAH L'heure est à la mobilisation

En ne signant pas l'arrêté d'expulsion vers le Liban qui aurait permis à Georges Abdallah de retrouver la liberté (cf. Tout est à nous ! n°178), Manuel Valls ne s'attendait sans doute pas au tollé qu'il allait déclencher...

Depuis une semaine, les rassemblements et manifestations se sont multipliés. Jérusalem, Ramallah, Gaza, Bethléem, la gauche palestinienne s'est mobilisée pour celui qui fut de tous les combats pour la Palestine. Des initiatives ont également été prises en Jordanie, au Maroc, en Tunisie, dans plusieurs pays européens... ainsi qu'au Brésil. En France aussi, la mobilisation se renforce : Tarbes, Bruay, Rennes, Lyon, Marseille... À Paris, le rassemblement qui se tenait à cent mètres des fenêtres du ministre de l'Intérieur a été encerclé par la police, 45 manifestants ont été embarqués et un militant du collectif pour la libération de Georges (CLGIA) a fait l'objet d'une garde à vue.

## Tensions diplomatiques

Mais c'est au Liban que la mobilisation est la plus forte, entraînant une crise diplomatique entre la France et le Liban. Un campement permanent a été installé devant l'ambassade française, les centres culturels sont fermés, et un rassemblement s'est tenu devant le siège de la Finul, plusieurs manifestants réussissant à rentrer dans l'enceinte militaire.

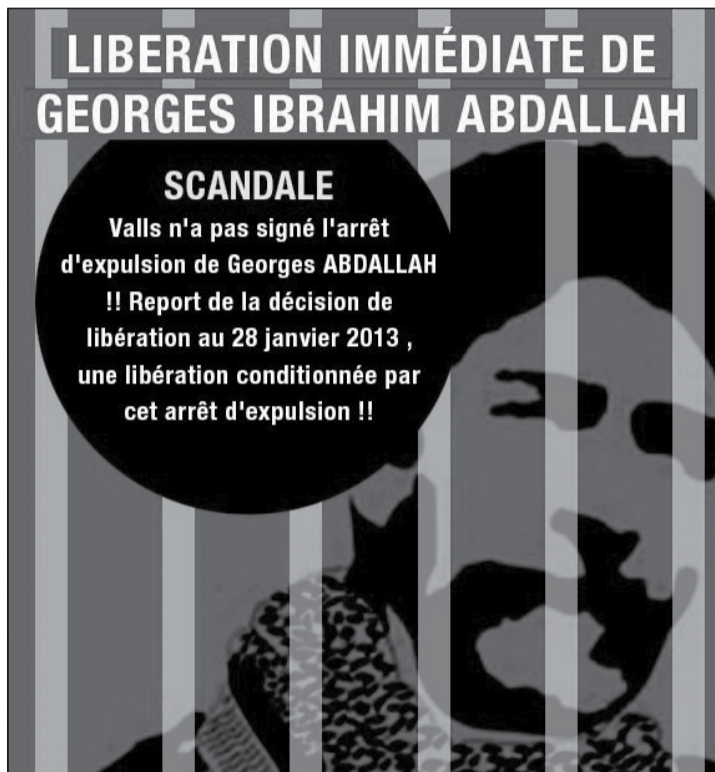
Le maintien en détention de Georges n'est pas seulement vécu comme une injustice, mais comme un véritable affront à tous les Libanais, à l'exception bien sûr des phalangistes et des ex-collobos d'Israël. Comment les Libanais victimes de deux occupations israéliennes pourraient-ils ne pas se sentir méprisés par l'attitude de la France ? Georges Abdallah fait partie de l'histoire du Liban, et est considéré comme un résistant à Israël. Tout comme Soha Bechara, détenue pendant 10 ans, torturée par les militaires israéliens et leurs mercenaires de l'ALS ; tout comme Samir Kantar

détenu 30 ans dans les geôles sionistes. En se comportant comme au « bon vieux temps » du protectorat, l'État français ne peut que réveiller la conscience anti-impérialiste toujours sensible au Liban. Paoli, l'ambassadeur de France à Beyrouth, en est d'ailleurs conscient quand il demande aux autorités libanaises de s'engager à « protéger les intérêts français » au Liban.

## Verrouillage de l'État

Lundi 28 janvier se tiendra une nouvelle audience (à huis clos et en visioconférence). Celle-ci est toujours suspendue au bon vouloir du gouvernement français et de la signature de l'arrêté d'expulsion par Manuel Valls. Mais le parquet, sous autorité directe de Mme Taubira, s'est pourvu en cassation afin de verrouiller toute possibilité d'une libération rapide.

Sans le développement de la mobilisation, Georges Abdallah restera en prison. Il est plus que temps que les organisations politiques à gauche du PS prennent leurs responsabilités et rejoignent, même tardivement, le combat pour libérer notre camarade. Les militants du CLGIA, du NPA et des organisations de soutien à la lutte du peuple palestinien



GUILLAUME LATIL

(AFPS) prendront des initiatives allant dans ce sens dans les jours qui viennent. Rien de mieux, pour terminer sur une note d'espoir, que de citer Georges Abdallah quand il a pris connaissance de la décision négative prise à son encontre : « Quand on a bu la mer, on ne s'étrangle pas d'une goutte d'eau ».

Alain Pojolat

# ROMS À LYON Violences policières

À la suite d'une série d'expulsions et de destructions des lieux d'habitations des Roms, dans l'agglomération lyonnaise, au mois d'août dernier, 200 Roms ont trouvé refuge à Saint-Fons. Ce campement a été, le mardi 8 janvier, l'objet d'une odieuse expédition policière.

C'est au prétexte d'un jet de pierre qui aurait touché une voiture de police introduite sur le parking du terrain privé qu'occupent les Roms, qu'en fin d'après-midi trois équipes du commissariat « rompues aux violences urbaines », deux équipes de la BAC, deux équipes canines, en tenue de très grand combat, débarquent à Saint-Fons. Chose rare, dans les heures qui suivent l'expédition, la direction départementale de la sécurité publique

publie un communiqué pour tenter de faire taire les premières protestations. Il s'agissait, explique-t-elle, d'interpeller les auteurs du jet de pierre et, face à l'hostilité rencontrée, la police a dû avoir recours aux gaz lacrymogène.

Cette version est intégralement infirmée par les associations et la presse qui rapportent des témoignages édifiants : usage de gaz lacrymogène à l'intérieur d'une dizaine d'habitations (certaines occupées par des familles

avec les enfants), insultes, coups, vitres de cabanes brisées, portes arrachées, rétroviseurs de voitures cassées. La police nie les faits malgré les dégradations constatées, et s'empêtre dans des versions contradictoires.

## Une campagne odieuse

Cette agression policière témoigne du sentiment d'impunité qui règne aujourd'hui, entre autres, dans la police dès lors qu'il est question des Roms. Tout ceci s'inscrit dans la

logique des politiques racistes qui sont menées et encouragées à leur encontre : menacés, terrorisés, humiliés, traqués, chassés. Aujourd'hui, la gauche de Hollande poursuit, avec zèle, le travail de Sarkozy. Une réunion unitaire est prévue, dans la semaine, afin de s'accorder sur les suites militantes et juridiques à donner à ce nouvel et détestable exemple des conséquences de la campagne anti-Roms de Valls.

Correspondant

LES NOTRES  
Marcelle BERTHAUD  
(Alouette, Églantine)

## L'Alouette s'est envolée

On la connaissait tous sous le nom d'Alouette. Son pseudo dans la LCR était Églantine. Et quand elle était candidate aux élections, elle s'appelait Marcelle Berthaud. Elle vient de décéder à l'âge de 94 ans à La Rochelle. Alouette avait adhéré à la Ligue en 1972. C'était d'abord l'internationalisme qui avait dicté ce choix. Elle aimait raconter comment dans son enfance elle avait été choquée par l'accueil trop souvent raciste réservé aux enfants d'immigrés italiens. Elle se souvenait avoir eu honte d'être française. Une fois à la retraite, elle a beaucoup voyagé en particulier en Amérique latine où elle s'était liée d'une amitié profonde avec Hugo Blanco. Elle avait participé aux brigades internationales au Nicaragua, s'était rendue en Kanaky.

Le second engagement de sa vie a été le combat féministe. Elle s'était mariée à un homme alcoolique qui la battait et la violait. Elle avait donc fui à l'Île de Ré où elle a exercé avec passion son métier d'institutrice. Très active dans l'École émancipée, elle utilisait aussi la méthode Freinet.

Sa détestation du capitalisme ne l'a jamais abandonnée. Elle considérait en avoir hérité de son père, militant de la gauche de la SFIO et un des fondateurs des Mutilés et invalides du travail. Ses amis et les militants de La Rochelle lui ont rendu hommage mercredi 16 janvier. Un représentant de la Quatrième internationale était présent. Un message d'Alain Krivine a été lu.

Philippe Pignarre

DR



# NOTRE-DAME-DES-LANDES La répression en marche, sur la ZAD et ailleurs !

La mobilisation contre le projet d'aéroport inutile ne cesse de prendre de l'ampleur.

Logiquement, la répression s'abat de plus en plus violemment sur les personnes impliquées, avec des interpellations et des condamnations à tour de bras depuis plusieurs semaines.

La répression ne sévit pas qu'à la ZAD mais aussi dans les villes où fleurissent les actions contre le PS ou Vinci. à Paris par exemple, où deux jeunes membres du collectif de soutien à Notre-Dames-des-Landes ont été interpellés pour des tags au



PHOTO THÉO ROUGE / ROMAIN HINGANT

marqueur et quelques affiches sur une façade d'une permanence PS. Privés de liberté pendant plus de 60 heures, ils ont vu leurs domiciles perquisitionnés, leurs ordinateurs et téléphones saisis avec copie du contenu, et sont poursuivis pour « dégradations légères » et « refus de se soumettre aux prélèvements biologiques ». Face à cette disproportion entre les faits reprochés et ce traitement, la mobilisation de solidarité a été à la hauteur. Mercredi 16 janvier, lors de l'audience qui devait juger de leur sort, une centaine de personnes

étaient présentes et ont créé une ambiance de réprobation dans le tribunal telle que la procureure s'est sentie obligée de se défendre et de représenter les intérêts du gouvernement...

La juge, face aux arguments de nullité des avocats et à une salle remplie d'opposantEs au projet et à la répression, a choisi de suspendre l'audition et de la reporter au 30 janvier. Rendez-vous est donc pris devant le tribunal de grande instance de Paris le 30 janvier à 8 heures !

Chloé Moindreau

## Les comités en action !

### Procès BDS à Alençon (Orne)

Le 10 janvier, sept militants alençonnais (dont deux militantEs du NPA) étaient convoqués devant le tribunal correctionnel pour « provocation à la discrimination nationale, raciale, religieuse », suite à une action de boycott de produits originaires d'Israël dans un supermarché de la ville. Ce sont quatre officines israéliennes, dont le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme et la Chambre de commerce France/Israël qui se sont constituées partie civile, mais pas le magasin... Quelques jours auparavant, une soirée de soutien s'était déroulée avec apéro-dinatoire, concert, prises de parole. Un vrai succès militant – 130 personnes – permettant de financer une partie des frais judiciaires. Et le jour du procès, 80 personnes se sont retrouvées devant le tribunal.

À Alençon comme à Pontoise ou Montpellier, ces procès sont la conséquence d'une circulaire d'Alliot-Marie. Cette entrave à la liberté d'expression n'a toujours pas été remise en question par Christiane Taubira, malgré plusieurs demandes d'associations comme l'AFPS.

En raison de l'absence de l'avocate des sept inculpés, retenue à la cour d'appel de Paris, le procès a été reporté au 27 juin.



### Martel contre le gaz de schiste (Lot)

À l'initiative de militants du NPA, du PG du MOC et d'associatifs, une trentaine de personnes se sont réunies vendredi 18 janvier à Martel pour discuter de comment intervenir contre la demande de permis dite de Brive (qui couvre tout le causse de Martel et se prolonge sur la Corrèze et la Dordogne).

La réunion publique avait été préparée en amont par une large diffusion de tracts qui avait associé des habitants, des syndicalistes, des commerçants, des maires de petites communes, avec un large écho dans la presse écrite. La radio locale a interviewé une de nos camarades.

Vues les conditions atmosphériques (neige et verglas), cette réunion a été un succès. La discussion a porté sur les moyens d'action et la méfiance vis-à-vis des opinions des « experts », comme l'Académie des sciences qui vient de demander à ce que le gouvernement encourage et autorise les « recherches » sur ce sujet, à l'unisson du Medef. Un collectif est constitué pour préparer de nouvelles initiatives.

### Solidarité avec les sans-papiers (Hérault)

« Faut-il mourir pour avoir des papiers ? Régularisation de tous les sans-papiers ! ». C'est avec force, slogans et musique que 70 personnes se sont rassemblées devant le siège de la fédération PS le mercredi 16 janvier, à l'appel de la Cimade, de la coordination des comités de soutien aux sans-papiers, de D'ailleurs nous sommes d'ici et du Réseau éducation sans-frontières (RESF). Nous avons marqué notre solidarité avec les grévistes lillois et rappelé que les deux grévistes expulsés étaient toujours en Algérie. L'objectif était plus large : dénoncer la circulaire Valls qui empire la situation de la majorité des sans-papiers.

Une discussion avec Hussein Bourgi, secrétaire fédéral, s'est engagée sur le parvis. Nous lui avons rappelé que nous le discours et la pratique du PS ne marquait pas une rupture mais bien une continuité avec le gouvernement précédent.

Un prochain rassemblement est d'ores et déjà prévu le samedi 26 février devant la préfecture de Montpellier à 14 heures.

## campagne emploi

# Chômage invisible

*C'est officiel : les chiffres du chômage augmentent ! En novembre 2011, il y avait 2 828 000 demandeurs d'emploi de catégorie A en France métropolitaine. En novembre 2012, le chiffre a atteint les 3 132 600, soit une augmentation de 10,8% en un an. Ils ne reflètent pourtant qu'une petite partie de la réalité. Décryptage.*



PHOTOHÉQUE ROUGE / BABAR

**S**i vous ne voulez plus voir le chômage, changez les statistiques ! Tous les gouvernements s'y sont attelés. La première opération a consisté à distinguer les chômeurs qui n'ont eu aucune activité de ceux qui ont pu travailler même quelques heures, essentiellement en intérim (catégories B et C). Puis de se servir des contrats aidés et des formations destinés aux chômeurs pour nous faire oublier qu'ils sont toujours au chômage. Ce sont les catégories D et E. Résultat : un chômage officiel estimé aujourd'hui à 5,2 millions de personnes, soit 17,9% de la population active !

Mais il y a pire. Cela fait longtemps que les chômeurs de longue durée ayant sombré dans la misère sont traités à part, notamment depuis l'instauration du RMI en 1988. Exit donc les 1,3 million d'allocataires du RSA, à quoi s'ajoutent plus de 115 000 dispensés de recherche d'emploi ayant plus de 56 ans. La partie immergée de l'iceberg est pourtant bien plus vaste. Le temps

partiel subi a pris une importance considérable, notamment dans les activités de service. Il touche massivement les femmes, à près de 80%. C'est une discrimination majeure. Au total cela fait plus de 1,5 million de personnes concernées.

### Les disparus

Reste la question tabou, la plus rarement évoquée : celles et ceux qu'on appelle les « découragés ». Cela sent presque le souffre. Chômeurs « volontaires » ou pas « assez courageux » ? Les trajectoires sont multiples, parfois sordides, souvent révoltantes : des chômeurs qui souhaitent toujours travailler mais qui voient leur chance se réduire toujours plus avec la crise. S'inscrire à Pôle emploi ? Pour quoi faire, si ça ne sert à rien ? Ce qui ne veut pas dire qu'on ne cherche pas, ou qu'on ne travaille pas... au noir. Presque un demandeur d'emploi sur deux ne touche aucune indemnité et ce nombre ne cesse d'augmenter avec la multiplication des contrats courts qui ne permettent plus de recharger ses droits à indemnité. À

quoi bon se faire recenser ? Leur nombre est estimé à plus de 800 000. Soit près de 9 millions de chômeurs en France et un taux dépassant les 30% ! Ce qui permet sans doute de comprendre l'énorme

sentiment de fatalité qui pèse aujourd'hui sur le monde du travail. Et toutes les raisons pour qu'il y ait un jour ou un autre une explosions sociale gigantesque !

**Jean-François Cabral**

Les chiffres du chômage selon l'INSEE en octobre 2012 :

LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE CHÔMEURS RECENSÉS	
Cat A : personnes sans emploi et recherchant activement un emploi	3 103 300
Cat B : personnes recherchant un emploi et ayant exercé une activité de moins de 78h au cours du mois	607 100
Cat C : personnes recherchant un emploi et ayant exercé une activité de plus de 78h au cours du mois	876 600
Cat D : personnes en formation ou en contrat de sécurisation professionnelle	260 500
Cat E : personnes en contrat aidé	355 000
<b>Total chômeurs officiels</b>	<b>5 202 500</b>
LES CHÔMEURS QUI N'APPARAISSENT PLUS DANS LES CHIFFRES OFFICIELS	
Les allocataires du RSA	1 300 000
Les dispensés de recherche	115 000
Les temps partiels subis	1 500 000
Les découragés	830 000
<b>Total chômeurs et sous-emplois estimés</b>	<b>8 944 000</b>

## FRONT DE GAUCHE Contre l'austérité et dans la majorité !?

*Le Front de gauche lancera le 23 janvier à Metz sa campagne « L'alternative à l'austérité, c'est possible » autour de ses 25 propositions.*

**C**ette campagne a été présentée dans l'Humanité du 16 janvier. « François Hollande et le gouvernement ont d'abord fait adopter le traité européen qui impose la restriction continue des dépenses publiques et met en place des politiques d'austérité. Ils ont ensuite accordé un cadeau de 20 milliards aux grands patrons alors que notre économie souffre déjà des intérêts somptueux payés aux banques privées et des richesses accaparés par les actionnaires des grandes entreprises. Enfin, s'il ratifiait un accord sur l'emploi initié par le Medef il s'engagerait sur une voie qui, si elle devient une loi, va entraîner toujours plus de flexibilité et de nouvelles dégradations du code du travail » y est-il écrit pour affirmer : « Le Front de gauche s'oppose à cette politique d'austérité du gouvernement Ayrault. » Des esprits simples pourraient en conclure que le Front de gauche se considère comme une opposition au gouvernement. Mais non, il se considère de la majorité tout en souhaitant... « une majorité et un gouvernement décidés à rompre avec le libéralisme et le social libéralisme ». Des contorsions parce que le Front de gauche n'a pas l'intention de rompre avec les institutions et le PS, qu'il n'imagine pas qu'il puisse accéder au gouvernement sans lui. C'est aussi la raison de son

ralliement, toute honte bue, à l'intervention au Mali comme le PCF avait en 2001 soutenu l'intervention en Afghanistan. Mais vu la politique du PC, il est quand même obligé de dire sans le dire qu'il faudrait une autre majorité... Tout en restant dans le cadre institutionnel.

### Un couteau sans lame

C'est bien là où la campagne du Front de gauche ressemble, pour reprendre une vieille expression, à un couteau sans lame. Rompre avec les politiques d'austérité ne relève pas de la simple bonne volonté ou de choix politiques. La crise et ses conséquences, comme les politiques des classes dominantes et des États qui l'aggravent, sont la conséquence de la lutte pour l'appropriation des richesses, la lutte pour la rentabilité financière et le profit. Elle est l'expression et la conséquence d'une dégradation du rapport de forces. Rompre avec ces politiques, c'est d'abord et avant tout changer ce rapport de forces et préparer l'affrontement avec le patronat et le pouvoir pour imposer les exigences des travailleurs et des classes populaires, mettre en place un gouvernement anti-austérité qui s'appuie sur les mobilisations, garantisse l'emploi en partageant le travail entre toutes et tous, annule la dette, constitue un mono-



PHOTOHÉQUE ROUGE / MILO

pole public bancaire en expropriant les banques et s'adresse aux travailleurs et aux peuples d'Europe pour construire des États-Unis socialistes d'Europe.

Les 25 propositions du Front de gauche s'arrêtent là où est la clé de la situation : oser s'attaquer à la propriété privée capitalistes et aux institutions. « Nous voulons en débattre avec vous, [...] agir ensemble pour imposer tout de suite des mesures vitales ». Oui, discutons d'un programme social et politique pour inverser les rapports de forces et imposer un gouvernement des travailleurs qui en finissent avec l'austérité et engage les transformations sociales nécessaires.

**Yvan Lemaitre**

EXPOSITION

# Un Moyen Âge moins vieux jeu qu'on ne le pense

Jusqu'au 4 mars, le musée national du Moyen Âge présente «L'art du jeu / Le jeu dans l'art», belle exposition qui retrace l'histoire des jeux de table de Babylone à la Renaissance en confrontant trésors princiers et trouvailles archéologiques.

La part du jeu dans les activités humaines est trop souvent sous-estimée, quoique des vies s'y jouent parfois, ou que plus fréquemment des fortunes s'y dissipent ou s'y amassent. 600 millions d'euros pour les paris sportifs, plus d'un milliard pour les paris hippiques, 8,7 milliards pour le poker, tel était le bilan 2011 des «jeux en ligne autorisés» en France (compte non tenu des quelque 600 sites illégaux recensés par l'ARJEL). Aucune donnée comparable n'existe évidemment pour le Moyen

Âge, mais les trouvères auteurs de Garin de Montglane (XIII<sup>e</sup> siècle) n'hésitaient pas à représenter Charlemagne jouant la France aux échecs ! On doit à Rabelais une précieuse liste de 217 jeux qu'il fait pratiquer à Gargantua. Les 34 premiers sont des jeux de cartes, les 20 suivants des jeux de table, qui se menaient sur des échiquiers ou tabliers, plaisamment surnommés par les moines «Évangiles de bois» et quelquefois aménagés sur des plats de reliure, comme on peut le voir au musée de Cluny.

Tout chargé qu'il était d'appliquer la prohibition de ces jeux par l'Église, le clergé n'était pas le dernier à «deployer force chartes, force dez, et renfort de tabliers». Sur ce qu'étaient les jeux des paysans et du menu peuple des villes, il va de soi que les documents sont beaucoup plus rares que du côté des élites princières, exigeant les matières les plus luxueuses pour leurs pièces et leurs plateaux d'échecs et de trictrac, dont cette exposition présente des spécimens tous remarquables par leur travail ou leur ancienneté. N'y avait-il pas dans ces objets quelque magie ? «Quand elle vit que les échecs eux-mêmes jouaient contre elle sans l'aide d'autrui, elle se mit en grande peine de jouer subtilement pour voir quelle en serait la fin, et elle savait des jeux d'échecs plus que femme de ce

temps, mais elle ne sut jouer si bien qu'elle ne fût matée en l'angle.» Dans ce récit du XIII<sup>e</sup> siècle, Lancelot remportera la partie et l'échiquier qu'il fera parvenir à Guenièvre. À son tour, elle va jouer et perdre, quoique les barons l'aient déclarée «meilleure à ce jeu» qu'eux tous.

Réelle ou seulement souhaitée par les élites médiévales, cette place éminente (et souvent dominante) des femmes à la table de jeu forme l'un des plus utiles rappels de cette exposition, à côté d'apports nouveaux dus à l'archéologie et à d'autres recherches impossibles à résumer ici. Les jeux livrent beaucoup d'aperçus éclairants sur la culture des sociétés qui les pratiquent ou les modifient, affirmaient à raison Huizinga dans son fameux *Homo ludens* (1938). On verra comme cette exposition donne tort à ce grand historien quant à son non moins célèbre *Déclin du Moyen Âge* (1919), mal informé d'ailleurs de ses développements capitalistes. Règles révisées du jeu d'échecs où la Farzin persane, peu à peu transformée en Fierce, Fierge ou Vierge, reçoit les prérogatives actuelles de la Reine, floraison et diffusion des cartes à jouer, sur un principe et un support lointainement issus de Chine et transmis par les Mamelouks et les Arabes, quel appétit de nouveauté ! De ce point de vue, cet «automne du Moyen Âge» comme ses prédécesseurs fut certainement moins «vieux jeu» qu'on ne le pense.

Gilles Bounoure



MUSIQUE

SHORT STORIES FOR PAULINE

The Durutti Column, (LTM) double CD, 12 euros.

À la fin des années 70, apparut sur la scène un guitariste très talentueux atteignant une expression rock d'une pureté sans égale pour ceux qui eurent la chance de l'entendre en concert : Vini Reilly. Il prit le nom de «Durutti Column», ce qui n'était évidemment pas politiquement innocent, même si sa musique «new wave» inclassable résonne peu avec la révolution espagnole, beaucoup plus avec la révolution de la musique de l'époque. On croyait ses enregistrements disparus ou oubliés et voici que ressort son chef d'œuvre : «Short stories for Pauline» («Destroy, she said» est ma favorite) remastérisé et accompagné d'un «live» à Bruxelles en août 1981. Vini est toujours vivant mais sur une autre planète où il compose des instrumentaux pour les animaux et les papillons. Il sait que son meilleur album est ressorti, mais il s'en fiche éperdument. Pas nous.

Sylvain Cachi

CINÉMA

FOXFIRE, CONFESSIONS D'UN GANG DE FILLES

de Laurent Cantet, avec Raven Adamson, Katie Coseni (2h23). Sortie le 2 janvier 2013.

L'affiche du film de Laurent Cantet, *Foxfire* adapté du roman de Joyce Carol Oates, parle d'elle-même : six filles regardent la société droit dans les yeux. Loin de la vision pacifiée et fantasmée des États-Unis des années 1950, *Foxfire* peint l'aventure d'adolescentes issues des classes populaires qui s'organisent collectivement contre les discriminations sexistes qu'elles subissent au quotidien. La révolte contre le patriarcat et la création d'un espace «à elles» en marge de la domination masculine permettent aux héroïnes du film de choisir et d'inventer leur propre mode de vie, leur propre sexualité. En somme, le film ne se contente pas de décrire un combat féministe : *Foxfire* peint l'acharnement de ces adolescentes à s'émanciper à tout prix.

Maud (comité jeunes)

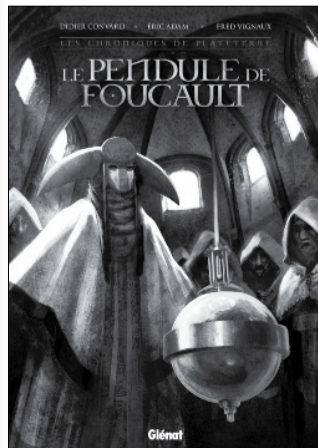
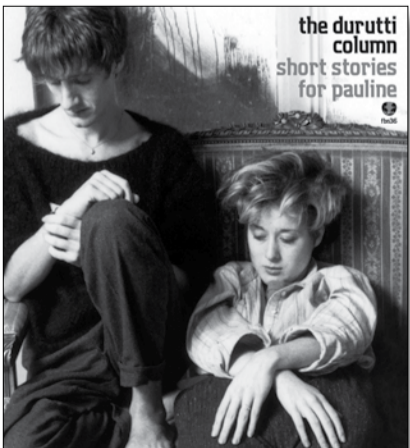
BANDE DESSINÉE

LE PENDULE DE FOUCAULT

Éric Adam, Didier Convard, Fred Vignaux, coll. Grafica, Glénat, 2012, 48 pages, 13,90 euros.

S'inscrivant dans la «mode actuelle» des BD de commande, réalisée en partenariat avec une institution, un musée, une école – ici, c'est à la fois le musée des Arts et Métiers et le Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) –, nos auteurs s'efforcent de donner dans un scénario post-apocalyptique de régression de l'humanité une place centrale au pendule de Foucault. Cette expérience réalisée au XIX<sup>e</sup> siècle matérialise le mouvement de notre planète et démontre sa rotation. Malgré de nombreuses réticences, on se prend au jeu du scénario, à cette quête renouvelée utilisant la raison et l'esprit critique plutôt que la répétition inlassable des dogmes religieux. Tout en se distrayant, les lecteurs les moins familiers de la culture scientifique pourront revoir leurs bases.

Henri Clément



cinéma

## JOURS DE PÊCHE EN PATAGONIE

CARLOS SORIN

Avec Alejandro Awada, Victoria Almeida, Argentine (1h20). Sortie le 26 décembre 2012.



Dans ce film court Carlos Sorin, l'auteur argentin de *Historias minimas* et de *Bombon el perro* nous emmène en Patagonie.

C'est une toute petite histoire, celle d'un homme qui prend quelques jours de congés, loin de Buenos Aires où il vit, loin de la partie de l'Argentine où il travaille, comme voyageur de commerce. Marco, la cinquantaine passée, récemment sevré de l'alcool, s'en va à Puerto Deseado, pêcher le requin et, surtout, retrouver sa fille qu'il n'a pas revue depuis des années et dont c'est la dernière adresse connue. Il n'a jamais pêché en mer. Ses médecins lui ont conseillé de se trouver un hobby pour ne pas rechuter après une cure de désintoxication.

Nous avons l'impression d'un voyage trente ans en arrière. Nous sommes immédiatement immergés avec lui dans des épisodes de la vie quotidienne, l'immensité et la splendeur des paysages de cette Patagonie, elle-même isolée dans cet immense pays argentin. Des événements en apparence insignifiants vont changer le cours de sa vie. Dans cette région, impossible de prendre la route, les distances à parcourir étant immenses, avant la livraison du camion-citerne dans une station-service perdue au milieu de nulle part ; téléphone quasi inexistant sauf sur la station-service ; la radio locale fait le lien entre les personnes dont les habitations sont distantes de plusieurs centaines de kilomètres. Marco découvre la réalité et l'extrême humanité des personnes dont il croise le chemin, dans cette région où il est impossible de ne pas être attentif aux autres. Ces rencontres le mèneront vers son objectif.

Sylvie (comité Paris 15)




**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



## S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte  
Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

Établissement teneur du compte  
Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



C'est le nombre de communes qui, en 2012, dépassaient les seuils limites en polluants comme les nitrates ou l'arsenic en raison de dérogations accordées par les préfetures (selon une enquête publiée le 18 janvier par l'association 60 millions de consommateurs et la Fondation Danielle-Mitterrand-France Libertés)

## RÉPRESSION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE Non à l'autoritarisme!

Notre camarade Marie-Anne Clément, professeure depuis 23 ans à la section professionnelle du lycée Augustin Thierry (Blois), est la victime des nouvelles méthodes de « gestion des ressources humaines » à l'Éducation nationale.

Un nouveau proviseur, décidé à couper toutes les têtes qui s'opposaient à lui, est nommé en 2011. Avant même de prendre ses fonctions, il confiait qu'il voulait mettre de l'ordre en citant nommément notre camarade. À chaque fois qu'il a voulu s'en prendre aux personnels, la section syndicale CGT, dont Marie-Anne est une des éluEs, s'y est opposée.

Marie-Anne a été convoquée en décembre au commissariat, où elle apprend que, dès le mois de juillet, le proviseur a porté plainte contre elle pour « injures et diffamation ». Très vite, un comité de soutien s'est constitué, une pétition est lancée (à ce jour plus de 400 signatures), pétition grâce à laquelle on apprend que ce même proviseur a agi de la même façon dans les deux établissements qu'il a dirigés auparavant. Il est donc scandaleux que le rectorat persiste à vouloir éloigner l'un et l'autre, pour soi-disant « apaiser » le climat. Le dossier administratif que Marie-Anne a pu consulter au rectorat est vide. Elle n'est coupable en rien, sinon d'être une militante active qui ne laisse passer aucune dérogation au droit syndical, qui défend sans relâche les personnels, avec la circonstance aggravante d'être la porte-parole du NPA 41 depuis de nombreuses années.

Les personnels du lycée et les lycéens eux-mêmes n'étaient pas prêts à laisser faire. Jeudi 17 janvier, une première grève a été particulièrement bien suivie, et devant l'inaction de l'administration un préavis de grève est déposé pour mardi 22 janvier. Marque de la solidarité active qui dépasse le milieu de l'Éducation nationale, une dizaine de salariés de Delphi (automobile) sont venues soutenir Marie-Anne au rassemblement devant l'inspection académique.

### Correspondante

Signez la pétition de soutien à Marie-Anne : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N33562>

## RÉPRESSION DANS L'ÉNERGIE Syndicalistes, pas voyous!

Huit dirigeantEs du syndicat CGT énergie Paris (EDF, GDF Suez, ERDF et GRDF Paris) viennent d'être mis en examen pour avoir refusé le 14 février 2008 le licenciement de Nacima, mère célibataire, de surcroît handicapée, mais surtout témoin d'un accident de travail que la direction voulait dissimuler. Avec 200 agents, ils avaient accompagné celle-ci à son poste de travail, interpellé la direction afin qu'elle lui donne son travail de la journée et dénoncé la falsification de son dossier de licenciement. Cette manifestation n'a été le théâtre d'aucune dégradation ni de violence.

Une première plainte avait été rapidement classée sans suite par le procureur. Depuis, la direction s'acharne contre les militantEs syndicaux et comptabilise 25 conseils de discipline avec distribution de lourdes sanctions. Revancharde, elle a déposé une seconde plainte, appuyant cette fois sa demande sur un dossier monté de toutes pièces, accusant les militantEs d'« entrave à la liberté de circulation », ce que contredisent pourtant les constatations des huissiers présents. Cette deuxième plainte a abouti à une mise en examen des 8 militantEs par un ex-juge antiterroriste qui en rajoute une couche, affirmant que ces militantEs auraient « contraint les agents à quitter leur poste de travail ».

Ces 8 militantEs risquent entre 15 000 et 30 000 euros d'amende, de 1 à 3 ans de prison et une interdiction des droits civiques. On est bien loin du licenciement de Nacima. Ce qui compte aujourd'hui aux yeux de la direction, c'est de tenter de décapiter les équipes syndicales qui résistent et refusent cette politique de régression et de casse du service public. En criminalisant l'action syndicale, elle espère un exemple pour faire taire le personnel et imposer sa politique sans coup férir. Elle se trompe. Halte aux régressions sociales et à la répression antisyndicale! Solidarité et abandon des poursuites!

### Adèle B. (Comité NPA Énergie 75)

Signez la pétition en ligne : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2013N34639>

## MARCHANDISATION

### Suicide d'un militant pour l'internet libre

Le 11 janvier 2013, Aaron Swartz, génie de l'informatique et « hacktiviste » américain s'est pendu à l'âge de 26 ans. Accusé d'avoir « volé » des documents scientifiques il devait passer en procès en avril prochain et risquait jusqu'à 35 ans en prison et une amende d'un million de dollars.

En fait, de « vol » il s'agissait du téléchargement de documents sur un site du MIT (Massachusetts Institute of Technology), un service d'archivage en ligne de publications universitaires et scientifiques accessible uniquement par abonnement. Le MIT et le procureur ont harcelé l'informaticien et militant. Pour ses parents, « la mort d'Aaron n'est pas simplement une tragédie personnelle (...) C'est le produit d'un système de justice qui a recours à l'intimidation et aux poursuites excessives. Les décisions qui ont été prises par le bureau du procureur du Massachusetts et le MIT ont contribué à sa mort ». Depuis des années Aaron Swartz avait été un défenseur infatigable de l'internet libre et ouvert. En 2010 il avait fondé « Demand Progress » une association en première ligne dans la bataille contre les lois liberticides américaines SOPA (Stop Online Piracy Act) et PIPA (Protect IP Act). Il était un contributeur régulier à Wikipédia. En 2008, il avait publié son « Manifeste de la guérilla pour le libre accès », un document percutant. « L'information, c'est le pouvoir. Mais comme pour tout pouvoir, il y a ceux qui veulent le garder pour eux », écrit-il en introduction, avant de poursuivre plus loin : « Les grandes multinationales (...) sont aveuglées par la cupidité. Les lois qui les gouvernent l'exigent, leurs actionnaires se révolteraient à la moindre occasion. Et les politiciens qu'elles ont achetés les soutiennent en votant des lois qui leur donnent le pouvoir exclusif de décider qui est en droit de faire des copies ». Avant de conclure : « Lorsque nous serons assez nombreux de par le monde, (...) nous ferons en sorte que cette privatisation appartienne au passé. Serez-vous des nôtres ? »

Bonne question...

Ross Harrold

## Opposition aux réformes Les enseignants commencent à avoir le rythme



La réforme des rythmes scolaires est en train de mettre le feu dans l'Éducation nationale. Jeudi 17 janvier, environ 150 enseignantEs du 1<sup>er</sup> degré étaient en grève dans le 92, principalement dans le nord du département. Mardi 22 janvier, 90% de leurs homologues de Paris étaient en grève, 366 écoles fermées, des chiffres historiques.

La manifestation parisienne a rassemblé plus de 3 500 personnes. Les enseignantEs du 92 les ont rejoints. Le projet de réforme des rythmes scolaires a mis le feu aux poudres en venant s'ajouter à un projet de loi qui, dans le premier comme dans le second degré, énerve de plus en plus. En effet, Peillon ne revient sur aucune des mesures de

Fillon, ni la réforme des lycées ni les réformes « pédagogiques » rétrogrades, notamment l'aide personnalisée, ni les suppressions de postes. La rentrée a été encore plus difficile que les années précédentes.

### Au nom des élèves, on attaque les profs!

La réforme des rythmes scolaires est

particulièrement choquante car elle augmenterait la charge de travail d'enseignantEs déjà très fatigués et continuerait à attaquer leur statut. Elle n'est en rien une amélioration des conditions d'études pour les élèves, qui resteraient plus longtemps à l'école avec, pour Paris, une pause le midi allongée, avec un encadrement totalement artisanal.

La logique est simple : faire croire que le gouvernement se préoccupe de nous, mais en réalité c'est toujours la même politique de casse des statuts, du cadre national de l'éducation, une politique pour faire des économies. Du côté syndical, la direction du SNUipp-FSU est très réticente à construire la mobilisation. Si à Paris elle est partie prenante de la mobilisation, dans le 92 ce sont seulement la CGT Educ'action et Sud qui la soutiennent officiellement, tandis que la direction nationale du SNUipp se contente, sous la pression de nombreuses sections départementales, d'une journée d'action sans grève mercredi 23 janvier.

Pour nous, l'enjeu est simple : rebondir après le 22 janvier pour construire une convergence entre les différents secteurs de l'éducation, de nouvelles grèves pour faire reculer le gouvernement.

Antoine Larrache et Armelle Pertus



**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
Ross Harrold  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®